

sprochen werden, da die Immunität nur dann aufgehoben werden kann, wenn es sich um einen Fall der relativen Immunität handelt.

Die relative Immunität schützt die Abgeordneten und alle durch die Bundesversammlung gewählten Behördenmitglieder und Magistratspersonen vor der Verfolgung strafbarer Handlungen, die sich auf ihre Tätigkeit oder Stellung beziehen.

Die Kommission für Rechtsfragen unseres Rates beantragt Ihnen infolge dessen mit 21 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung, nicht auf das Gesuch einzutreten, da es sich um einen Fall von absoluter Immunität handelt.

Präsident (Janiak Claude, Président): Die Kommission beantragt Ihnen, nicht auf das Gesuch um Aufhebung der Immunität des Gesamtbundlesrates und der Bundeskanzlerin einzutreten.

Angenommen – Adopté

05.036

Schweizerische Informationssysteme für Fingerabdrücke und DNA-Profile. Vertrag mit dem Fürstentum Liechtenstein Systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN. Accord avec la Principauté du Liechtenstein

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 13.04.05 (BBI 2005 2911)
Message du Conseil fédéral 13.04.05 (FF 2005 2733)

Ständerat/Conseil des Etats 05.10.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 15.12.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses (BBI 2005 7485)
Texte de l'acte législatif (FF 2005 7005)

Aeschbacher Ruedi (E, ZH), für die Kommission: Mit der vorliegenden Botschaft beantragt der Bundesrat die Genehmigung eines Vertrages zwischen unserem Land und dem Fürstentum Liechtenstein. Gegenstand dieses Vertrages ist die Regelung der Zusammenarbeit im Rahmen der schweizerischen Informationssysteme für Fingerabdrücke und DNA-Profile. Die Kommission für Rechtsfragen Ihres Rates beantragt Ihnen ohne Gegenstimme, diesen Vertrag zu genehmigen.

Worum geht es nun genau? Sie wissen, dass zwischen unserem Land und dem Fürstentum Liechtenstein traditionell eine enge Zusammenarbeit besteht, zum Vorteil beider Länder. So arbeiten beide Länder auch im Bereich der Polizeiarbeit seit langem eng zusammen. Die aktuelle Rechtsgrundlage dieser polizeilichen Zusammenarbeit findet sich übrigens in einem Vertrag aus dem Jahre 1999. Der heute zu genehmigende Vertrag regelt und präzisiert nun auch noch ein Spezialgebiet dieser polizeilichen Zusammenarbeit, nämlich den Bereich des automatisierten Fingerabdrucksystems sowie jenen des DNA-Profil-Informationssystems. Er schafft für die entsprechende Zusammenarbeit eine hieb- und stichfeste Rechtsgrundlage.

Sie erinnern sich, wir haben vor gut zwei Jahren die gesetzlichen Grundlagen und Schranken für die Verwendung der DNA-Profile geschaffen, also für die Verwendung des biologischen Fingerabdrucks in der Polizeiarbeit bzw. in der Strafverfolgung. Das DNA-Gesetz ist seit 1. Januar dieses Jahres

in Kraft, der vorher provisorisch geführte Betrieb des DNA-Profil-Informationssystems ist nun regulär aufgenommen worden. Diesem regulären Betrieb soll nun auch das Fürstentum Liechtenstein in einem Vertrag regulär angeschlossen werden. Der heute zu genehmigende Vertrag regelt die Verantwortlichkeiten bei der Zusammenarbeit, die Bedingungen der Datenerhebung und der Datenbearbeitung in diesen Informationssystemen und garantiert insbesondere einen hohen Standard im Datenschutz. Zudem werden auch die Kostenbeteiligung des Fürstentums Liechtenstein und die Haftung geregelt und festgehalten. Es wird weiter geregelt, welche schweizerischen Gesetzesnormen Liechtenstein in sein Landesrecht übernimmt. Die bisherige enge polizeiliche Zusammenarbeit zwischen den beiden Ländern hat sich für beide Teile sehr bewährt, die Teilnahme des Fürstentums Liechtenstein an den beiden Informationssystemen bringt beiden Vertragspartnern Vorteile und verstärkt den Wirkungsgrad der polizeilichen Arbeit bei der Strafverfolgung in beiden Ländern.

Der Ständerat hat den Vertrag einstimmig genehmigt, unsere Kommission für Rechtsfragen beantragt Ihnen mit 14 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen, dasselbe zu tun.

Pagan Jacques (V, GE), pour la commission: L'accord international dont l'arrêté fédéral d'approbation est soumis au vote de notre conseil a pour objet de développer la coopération policière entre la Suisse et le Liechtenstein dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN. Vous savez tous que l'ADN est la formule simplifiée pour le terme barbare que je vais vous dire en français: «acide désoxyribonucléique».

Cette coopération trouve son fondement dans l'accord du 27 avril 1999 entre la Confédération suisse, la République d'Autriche et la Principauté du Liechtenstein concernant la coopération transfrontalière des autorités compétentes en matière de sécurité et de douane, qui est entré en vigueur le 1er juillet 2001.

Cette collaboration se situe tant au niveau national qu'au niveau régional. L'accord signé entre les parties le 15 décembre 2004 a pour but d'améliorer l'efficacité de la poursuite pénale tout en respectant le principe de la protection des données. Il permet en particulier d'établir des liens entre plusieurs délits et d'identifier des personnes vivantes, décédées ou disparues.

Le principe de l'accord réside en ce que la Principauté du Liechtenstein reprend dans son droit national plusieurs des dispositions matérielles de la législation fédérale suisse comprises dans la loi du 20 juin 2003 sur les profils d'ADN, dans l'ordonnance du 3 décembre 2004 sur les profils d'ADN et dans l'ordonnance du 21 novembre 2001 sur le traitement des données signalétiques. En outre, les autorités compétentes de la Principauté du Liechtenstein s'engagent à respecter les directives et règlements édictés par les autorités fédérales, par exemple dans le domaine informatique.

Le principe de la coopération institué par l'accord est que les autorités compétentes de la Principauté du Liechtenstein – en l'occurrence la «Landespolizei» – ont en principe les mêmes droits et obligations que les autorités cantonales de la Confédération suisse dans la coopération transfrontalière. De leur côté, les autorités fédérales suisses, en l'occurrence l'Office fédéral de la police, ont les mêmes droits et obligations envers la Principauté du Liechtenstein qu'envers les autorités cantonales.

Il découle de ce qui précède que la Principauté du Liechtenstein est soumise aux mêmes dispositions du droit suisse que les cantons suisses, ce qui fait d'elle pratiquement le vingt-septième canton suisse, comme l'a souligné Monsieur Arnold Bolliger, vice-directeur de l'Office fédéral de la police, lors de son audition devant la commission de notre conseil le 21 octobre 2005.

Il est à noter que la Principauté du Liechtenstein participe au système d'information sur les profils d'ADN depuis sa mise en service, à titre d'essai, en août 2000 par l'Office fédéral de la police, cela sur une base réglementaire. Les autorités



de poursuite pénale considérant que le système a fait ses preuves, la Principauté du Liechtenstein a marqué sa volonté de continuer à participer sur une base plus officielle. L'adoption le 20 juin 2003 de la loi sur les profils d'ADN et la coopération internationale que celle-ci implique ont ainsi incité la Principauté du Liechtenstein à régler de manière précise cette coopération, par le biais de l'accord dont la ratification est présentement soumise au vote de notre conseil. Outre le prélèvement des échantillons, la transmission et le traitement des profils d'ADN, l'accord traite dans ses dispositions spéciales de ces mêmes opérations en matière d'empreintes digitales, notamment pour ce qui concerne les requérants d'asile et les personnes à protéger. Dans ce dernier cas de figure, l'accord prévoit que les prélèvements réalisés par les autorités liechtensteinoises et transmis dans les systèmes d'information suisses doivent être effectués conformément aux dispositions de la législation fédérale suisse en la matière, le droit liechtensteinois n'étant pas applicable.

L'accord règle enfin l'interdiction de la remise des données aux Etats tiers, le droit d'accès des particuliers, le traitement des données dans d'autres systèmes, l'archivage des données, la responsabilité des Etats contractants et la participation financière de la Principauté du Liechtenstein, sur la base d'un montant annuel forfaitaire de 30 000 francs, pour la couverture des frais engendrés par l'infrastructure, le personnel, la transmission des données, etc.

L'accord est conclu pour une durée indéterminée, avec la clause usuelle de dénonciation permettant son abrogation à l'échéance du délai de 6 mois courant dès la réception de celle-ci. Tout aussi usuellement, l'accord prévoit le recours à une commission mixte pour traiter les questions liées à l'interprétation et à l'application de ses dispositions.

Au cours du quart d'heure qu'elle a consacré à l'étude de cet accord, la commission a notamment appris du représentant de l'Office fédéral de la police que le volume des dossiers annuellement transmis aux autorités suisses par leurs homologues liechtensteinois était d'environ 170 cas d'empreintes digitales et de 150 profils d'ADN. Un tel volume n'est peut-être pas considérable. Il ne faut toutefois pas oublier que la frontière avec la Principauté du Liechtenstein est ouverte et que celle-ci fait partie intégrante, de ce fait, de l'espace suisse de la criminalité, d'où la nécessité de maintenir et de développer la coopération policière entre les deux Etats, cela dans leurs intérêts réciproques bien compris.

La Chambre haute de l'Assemblée fédérale ne s'y est d'ailleurs point trompée, puisqu'elle a suivi avec la même unanimité sa commission en acceptant l'arrêté d'approbation de l'accord à sa séance plénière du 5 octobre 2005, sans opposition ni abstention.

Quant à la commission de notre conseil, elle a accepté à l'unanimité d'entrer en matière sur le texte proposé. Au vote sur l'ensemble, elle l'a approuvé par 14 voix contre 0 et 2 abstentions, celles-ci étant motivées par certaines critiques émises en cours de séance sur la loi sur les profils d'ADN dont l'application ne serait au demeurant pas toujours adéquate. Malgré ces réserves, la commission n'a pas contesté la priorité qu'il y avait lieu de donner à la lutte contre le crime au plan international.

Nous vous demandons de faire de même et d'accepter l'arrêté fédéral qui vous est proposé et qui vise un accord de coopération, qui est par ailleurs dûment inscrit dans le programme de la législature 2003–2007.

Blocher Christoph, Bundesrat: Ich wiederhole nicht, was die Kommissionssprecher gesagt haben. Sie haben Ihnen das Wesen dieses Vertrages dargelegt, und was sie gesagt haben, stimmt mit der Fassung des Bundesrates überein.

Die bilaterale Polizeizusammenarbeit zwischen der Schweiz und – insbesondere – den Nachbarstaaten, ist ein wichtiger Pfeiler der internationalen Polizeikooperation. Was in der Nähe passiert, ist für die Polizei von allergrösster Bedeutung – was in der Ferne passiert, ist es auch, hat aber natürlich einen weniger grossen Stellenwert.

Mit dem Fürstentum Liechtenstein pflegen wir eine besonders enge Kooperation, gestützt auf den Polizeivertrag zwischen der Schweiz, dem Fürstentum Liechtenstein und Österreich vom 27. April 1999. Seit der Aufnahme des Probetriebes der DNA-Datenbank im August 2000 ist Liechtenstein, ähnlich wie ein Schweizer Kanton, auch an diesem Projekt beteiligt. Im Rahmen dieser Zusammenarbeit werden liechtensteinoische DNA-Profile in der Schweizer Datenbank abgespeichert, Abgleiche durchgeführt und Rückmeldungen erstattet. Da sich die allgemeine Zusammenarbeit und die spezifische Zusammenarbeit im Bereich der DNA-Datenbank bewährt haben, ist der Bundesrat bestrebt, die Zusammenarbeit weiter zu festigen. Im gleichen Vertrag konnte auch die Zusammenarbeit im Bereich der automatisierten Fingerabdruck-Identifikationssysteme präzisiert werden.

Die Umsetzung des Vertrages kann mit den vorhandenen Mitteln bewältigt werden. Weiter wird gewährleistet, dass Liechtenstein den gleichen Bestimmungen unterliegt wie ein Schweizer Kanton. Änderungen des schweizerischen Rechtes können von Liechtenstein über den diplomatischen Weg übernommen werden. Im Vertrag selbst werden nur besonders wichtige oder speziell zu regelnde Fragen behandelt. Ich bitte Sie, diese Verträge zu genehmigen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesbeschluss über die Genehmigung des Vertrages zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Fürstentum Liechtenstein über die Zusammenarbeit im Rahmen der schweizerischen Informationssysteme für Fingerabdrücke und DNA-Profile

Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre la Confédération suisse et la Principauté du Liechtenstein concernant la coopération dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 05.036/2795)*

Für Annahme des Entwurfes 133 Stimmen

Dagegen 13 Stimmen

